

# ACTION URGENTE

## Crainces relatives à la disparition forcée d'un militant

Le militant pour la défense des droits des indigènes Michael Chakma a disparu depuis le 9 avril 2019, alors qu'il se rendait à Dacca depuis Kanchpur, à Naryanganj. Comme il a organisé un parti politique basé dans les Chittagong Hill Tracts, sa famille et les militants qui le connaissent craignent qu'il n'ait été soumis à une disparition forcée. Le gouvernement du Bangladesh doit de toute urgence établir où se trouve Michael Chakma et, s'il est détenu par les autorités, le relâcher immédiatement à moins qu'il ne soit inculpé dans les plus brefs délais d'une infraction dûment reconnue par la loi.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

**Asaduzzaman Khan**  
Ministry of Home Affairs  
Bangladesh Secretariat  
Abdul Gani Road  
Dhaka-1000  
Bangladesh  
[minister@mha.gov.bd](mailto:minister@mha.gov.bd)

*Monsieur le Ministre,*

*Le militant pour la défense des droits des indigènes **Michael Chakma**, qui est âgé de 38 ans, a été aperçu pour la dernière fois le 9 avril 2019 alors qu'il se rendait depuis Narayanganj à Dacca. Michael Chakma était allé voir des ouvriers des Chittagong Hill Tracts pour discuter avec eux des projets concernant le festival indigène à venir et les événements organisés pour le 6<sup>e</sup> anniversaire de l'effondrement du Rana Plaza, qui a coûté la vie à plus de 1 000 personnes.*

*Sa famille et ses amis se sont rendus au commissariat de police de Sonargaon, à Narayanganj, pour savoir s'il était détenu, et ils ont porté plainte. Ce n'est que le 16 avril 2019, une semaine après la disparition de Michael Chakma, que la police a officiellement enregistré une plainte au sujet de sa disparition. Le dernier endroit où Michael Chakma s'est rendu avant sa disparition est le cantonnement de Dacca, le 15 avril 2019, la police ayant pu déterminer cela en utilisant les informations fournies par son téléphone portable, d'après une déclaration du Front démocratique uni des ouvriers. Depuis, malgré les visites fréquentes de la famille de Michael au commissariat de police, les autorités n'ont fourni aucune autre information au sujet de l'enquête.*

*Michael Chakma est un militant des droits des indigènes et le dirigeant d'un parti politique basé dans les Chittagong Hill Tracts, le Front démocratique populaire uni. Il a dénoncé haut et fort les abus commis par l'armée dans les Chittagong Hill Tracts et a mené campagne pour qu'il soit mis fin au régime militaire dans cette région.*

**Nous vous demandons donc de veiller à ce que les autorités bangladaises :**

- **révèlent immédiatement ce qu'il est advenu de Michael Chakma et où il se trouve, et le remettent en liberté s'il est détenu par les autorités bangladaises, à moins qu'il ne soit inculpé dans les plus brefs délais d'une infraction dûment reconnue par la loi ;**
- **diligent une enquête indépendante et efficace sur toutes les allégations de disparition forcée, et défèrent les responsables à la justice dans le cadre d'un procès équitable si des preuves recevables suffisantes ont pu être réunies ;**
- **ratifient la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.**

*Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.*

## COMPLEMENT D'INFORMATION

Michael Chakma est un militant pour la défense des droits des indigènes ainsi que l'organisateur et le porte-parole du Front démocratique populaire uni (United People's Democratic Front, UPDF), et le secrétaire général du Front démocratique uni des ouvriers, la branche ouvrière de ce parti basé dans les Chittagong Hill Tracts.

Le 27 mars 2019, Michael Chakma s'est rendu dans le secteur de Kanchpur, à Narayanganj, une ville du centre du Bangladesh, pour discuter des festivités indigènes à venir ainsi que de l'organisation d'événements pour le 6<sup>e</sup> anniversaire de l'effondrement du Rana Plaza, qui a coûté la vie à plus de 1 000 ouvriers et ouvrières du textile dans le quartier de Savar, à Dacca. Le 9 avril 2019, il s'est rendu à Dacca depuis Narayanganj pour assister à d'autres réunions, et des militants de l'UPDF ont dit à Amnesty International qu'ils ont pu communiquer avec lui par téléphone pour la dernière fois, ce jour-là, à 17 heures. Depuis, personne n'a eu de ses nouvelles.

Michael Chakma est mis en cause dans au moins huit affaires et il a été arrêté par le Bataillon d'intervention rapide (RAB), une force paramilitaire, en 2011. Le RAB a arrêté de nombreux dirigeants et militants de son parti dans le passé. Des représentants des autorités au commissariat de Sonargaon, à Narayanganj, ont aussi dit qu'il pourrait être détenu par d'autres organes de l'État.

Les Chittagong Hill Tracts, qui se trouvent dans le sud-est du Bangladesh et où l'on dénombre plus de 25 minorités ethniques, sont depuis plusieurs décennies le théâtre d'un conflit ethnique. Ce conflit a été déclenché par le fait que les Paharis ont demandé la reconnaissance et la protection de leurs droits à leurs terres traditionnelles et à l'autonomie, et ont résisté aux mesures prises par le gouvernement pour tenter de les assimiler dans la culture majoritaire bangladaise.

Au moins 22 membres de partis politiques régionaux des Chittagong Hill Tracts auraient été tués en 2018 en raison de ce conflit interne. Le 3 janvier 2018, Mithun Chakma a été tué par balle dans le sous-district de Sadar (district de Khagrachhari), alors qu'il rentrait chez lui après une comparution devant un tribunal.

Deux membres de la Fédération des femmes du Hill, Doyashona Chakma et Monty Chakma, ont accusé les forces de l'ordre de s'être rendues complices de leur enlèvement commis par un groupe d'hommes en mars 2018. Elles ont été relâchées à la condition qu'elles renoncent à la politique.

Kalpona Chakma, une militante de premier plan pour les droits des populations indigènes des Chittagong Hill Tracts, a été enlevée à son domicile le 12 juin 1996 par des militaires, selon certaines informations. L'on ignore toujours ce qu'il est advenu d'elle et où elle se trouve.

Selon l'organisation locale de défense des droits humains Odhikar, entre janvier et mars 2019, au moins 12 personnes ont été soumises à une disparition forcée. Les corps de deux personnes victimes d'une disparition forcée ont par la suite été retrouvés, cinq personnes ont apparemment été arrêtées, et une personne est rentrée chez elle. L'on ignore ce qu'il est advenu des quatre autres personnes, et où elles se trouvent.

**LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS :** anglais  
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE :** 19 juin 2019  
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

**PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER :** Michael Chakma (il)